



D I A G N O S T I C
A S S I S T A N C E
T E C H N I Q U E



IFSTTAR
ROUTE DE BOUAYE
CS 4

44344 BOUGUENAI
A l'attention de M JEAN PIERRE DE KERLEAU

Remis contre accusé de réception

**ETAT MENTIONNANT LA PRESENCE
OU L'ABSENCE DE MATERIAUX ET
PRODUITS CONTENANT DE
L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES
BATIS**

**LISTES A ET B DE L'ANNEXE 13-9
DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE**

Code prestation : CDAM160-1

RAPPORT N°:
A315394791_01_Annexe-DARCY

Lieu d'intervention :
**Annexe DARCY
ROUTE DE BOUAYE
CS 4
44344 BOUGUENAI**

N° D'AFFAIRE :A315394791 / 01
RAPPORT ETABLI LE : 02/12/2015



Agence de Nantes

5 rue de la Johardi re CS 20289
44803 SAINT HERBLAIN CEDEX
N  SIRET : 41967142500215
Tél : 0240388000 - Fax : 0240920852

Agence de Nantes

5 rue de la Johardière CS 20289
44803 SAINT HERBLAIN CEDEX

Tél. : 0240388000
Fax : 0240920852
SIRET : 41967142500215

Annexe DARCY
ROUTE DE BOUAYE
CS 4
44344 BOUGUENAIS

Date d'intervention : 09/09/2015
Date de la commande : 21/08/2015

ETAT MENTIONNANT LA PRESENCE OU L'ABSENCE DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS

LISTES A ET B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE



Adresse d'expédition : IFSTTAR
ROUTE DE BOUAYE
CS 4
44344 BOUGUENAIS

A l'attention de M JEAN PIERRE DE KERLEAU

Intervenant :
Mme Hélène GICQUEL

Signature :



Accompagné par :
Mr JEAN PIERRE DE KERLEAU
Rendu compte à :
Mr JEAN PIERRE DE KERLEAU

Ce rapport comprend 12 pages.
Il est remis contre accusé de réception.

Avertissement : Le présent document ne peut être reproduit que dans son intégralité

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1. SYNTHÈSE DES RESULTATS | 5 |
| 1.1. Conclusions | 5 |
| 1.2. Synthèse du repérage | 5 |
| 1.3. Préconisations | 5 |
| 2. GENERALITES | 6 |
| 2.1. Objectif de la prestation | 6 |
| 2.2. Références réglementaires | 6 |
| 2.3. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation | 6 |
| 2.4. Rapport(s) précédent(s) | 6 |
| 3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BATIS | 7 |
| 3.1. Propriétaire du ou des immeubles bâtis | 7 |
| 3.2. Périmètre de la prestation | 7 |
| 4. SCHEMA DE LOCALISATION | 8 |
| 5. CERTIFICAT DE COMPETENCE | 9 |
| 6. ATTESTATION D'ASSURANCE | 10 |

1. SYNTHÈSE DES RESULTATS

1.1. Conclusions

➤ **Nous n'avons pas recensé de matériaux et produits contenant de l'amiante** selon les programmes de repérage définis dans l'annexe 13.9 et les articles R 1334-20 et R 1334-21 du code de la santé publique **dans les parties rendues accessibles au jour de notre visite**

1.2. Synthèse du repérage

a) MATERIAUX ET PRODUITS DES LISTES A ET B NE CONTENANT PAS D'AMIANTE :

| LOCALISATION BATIMENT(S), ETAGE(S), LOCAUX OU ZONES HOMOGÈNES | MATERIAUX ET PRODUITS | CRITERES AYANT PERMIS DE CONCLURE |
|---|--|---|
| Rez de chaussée X006 | Conduits, canalisations et équipements intérieurs / Conduit de fluides / Conduit | Matériau qui par nature ne contient pas d'amiante |
| Rez de chaussée X007 | Conduits, canalisations et équipements intérieurs / Conduit de fluides / Conduit | Matériau qui par nature ne contient pas d'amiante |

1.3. Préconisations

Le présent document constitue un élément important du dossier technique amiante qui doit être mis à jour et tenu à la disposition :
- des occupants de l'immeuble, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail

et communiqué :

- aux opérateurs de repérage amiante pour les diagnostics avant démolition totale ou partielle.
- toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti
- aux personnes mentionnées à l'article 1334-29-5, paragraphe 2, 2^{ème} alinéa.

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du code du travail. Elles comprennent notamment l'obligation d'élaborer une analyse de risque et un mode opératoire pour éviter toute action pouvant libérer des fibres dans l'air (ponçage, frottement, perçage, découpage...).

2. GENERALITES

2.1. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante dont le propriétaire doit disposer lors « de la mise en vente de son immeuble ou de l'établissement du dossier technique amiante ».

2.2. Références réglementaires

Décret n° 2010 – 1200 du 11 octobre 2010 pris en application de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation,
Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)
Articles R 1334-15 à R 1334-18, articles R 1334-20 et R1334-21 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.
Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du code de la santé publique),

Notre inventaire porte spécifiquement sur les matériaux et produits définis dans le PROGRAMME DE REPERAGE DE L'AMIANTE dans les matériaux ou produits mentionnés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique

2.3. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation

Le présent document concerne des matériaux ou produits visibles et accessibles conformément au code de la santé publique. Il n'exclut pas la présence d'amiante dans d'autres parties d'ouvrage pour laquelle un repérage complémentaire doit être réalisé en cas de travaux ou de démolition. Par conséquent, le présent rapport ne peut être considéré comme attestant de l'absence d'amiante dans l'ensemble du bâtiment objet du repérage.

Repérage complémentaire des locaux non visités en 2006

2.4. Rapport(s) précédent(s)

Les rapports précédents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

| REFERENCE DU RAPPORT | ORGANISME EMETTEUR | DATE | TYPE DE REPERAGE | CONCLUSIONS |
|----------------------|----------------------|------------|------------------|--------------------|
| 06199263 | APAVE Nord Ouest SAS | 05/05/2006 | Annexe 13-9 | Présence d'amiante |

Notre rapport prend en compte les documents techniques fournis en l'état.

3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BATIS

BATIMENT A USAGE INDUSTRIEL ET DE BUREAUX

3.1. Propriétaire du ou des immeubles bâtis

Nom ou raison sociale : IFSTTAR
Adresse : ROUTE DE BOUAYE CS 4
Code postal : 44344
Ville : BOUGUENAIS

3.2. Périmètre de la prestation

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.

a) Liste des locaux visités

L'objet du présent rapport concerne la ou les partie(s) d'immeubles bâtis décrite(s) dans le tableau suivant :

| PARTIE DE BATIMENT | LOCAUX |
|--------------------|--------|
| Rez de chaussée | X006 |
| Rez de chaussée | X007 |

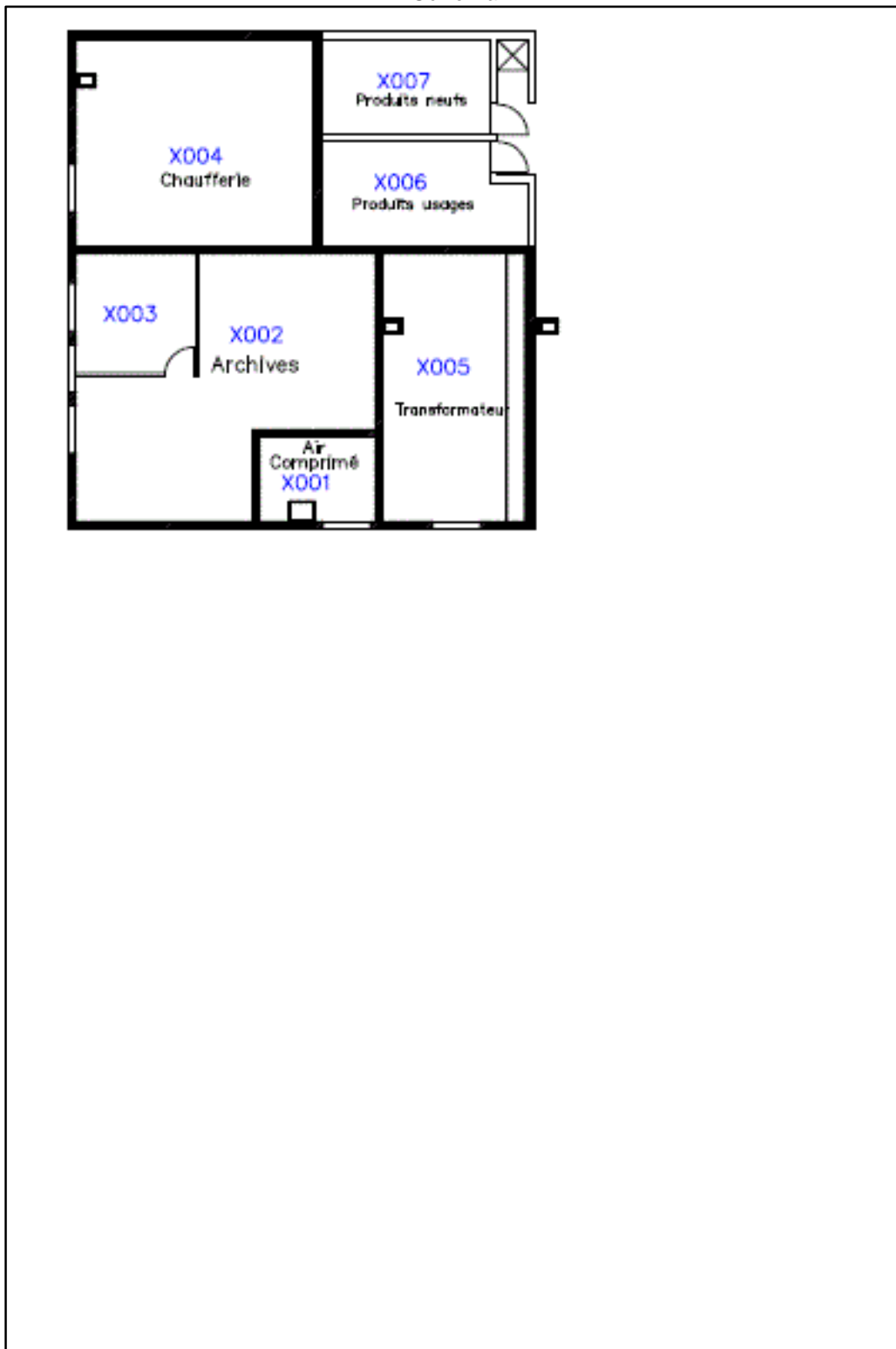
Le donneur d'ordre nous a communiqué les documents et informations suivants :

- Fonction principale du bâtiment : Industrie
- Le périmètre de repérage : Locaux X006 et X007
- Les plans des immeubles : Oui
- La date de délivrance du permis de construire ou années de construction et de réhabilitation : <01/07/1997
- Les bulletins de caractérisation des matériaux et produits suivants : Néant

En cas d'omissions ou d'imprécisions dans les informations fournies à l'opérateur, des investigations complémentaires pourraient s'avérer nécessaires ultérieurement.


4. SCHEMA DE LOCALISATION

Schéma



5. CERTIFICAT DE COMPETENCE

Le présente rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : Bureau Veritas Certifications





Certificat
Attribué à

Madame Hélène GICQUEL

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

| DOMAINES TECHNIQUES | | | |
|---------------------|--|---------------------------------|------------------------|
| | Références des arrêtés | Date de Certification originale | Validité du certificat |
| Amiante | Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification | 24/07/2013 | 23/07/2018 |
| DPE sans mention | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification | 18/09/2013 | 17/09/2018 |
| Electricité | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification | 18/09/2013 | 17/09/2018 |
| Gaz | Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification | 24/07/2013 | 23/07/2018 |
| Termites metropole | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification | 21/10/2013 | 20/10/2018 |

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : www.bureauveritas.fr/certification-diag





Date : 25/10/2013
 Numéro de certificat : 2630382

Jacques MATILLON
 Directeur Général

P/O [Signature]

BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Certification France – 60, avenue du Général de Gaulle – 92046 Paris La Défense
 BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Certification France – 41, chemin des Peupliers – BP 58 – 69573 Dardilly Cedex



6. ATTESTATION D'ASSURANCE

Contrat RC n° 5271124804 1/2



AXA France IARD
DIRECTION ENTREPRISES
Production R.C. – Grands Comptes
Télécopie 01.57 65 07 90

ATTESTATION

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313, Terrasse de l'Arche – 92727 NANTERRE Cedex, agissant en qualité d'apôtre en coassurance à 60% avec GENERALI, atteste par la présente que l'assuré :

APAVE
191 rue Vaugirard
75015 PARIS

Agissant tant pour son compte que pour celui de **APAVE NORD-OUEST SAS**.

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés dans le cadre de l'exercice de sa profession, par le contrat n° 5271124804, souscrit auprès de notre Société, pour les activités et les montants de garanties suivants :

Activités assurées

Prestations techniques (y compris maintenance) et intellectuelles pour la maîtrise des risques humains, techniques et environnementaux, articulée autour des principaux métiers suivants :

- inspection et vérification des installations techniques, équipements et process
- bâtiment et génie civil
- essais, mesures et métrologie
- conseils
- formation
- certification, contrôle, qualification et homologation

y compris vente de produits dans le cadre de ces activités, à destination de tous les secteurs d'activité.

A l'exclusion :

- des missions de Contrôle Technique relevant de la loi Spinetta visées à l'article L 111.3 du Code de la construction et de l'habitation
- des travaux de désamiantage (enlèvement de l'amiante friable et non friable)
- des activités de classification et certification de navires et unités offshore.

Cette attestation est notamment délivrée dans le cadre des activités de diagnostics amiante, plomb et déchets de construction.

Contrat RC n° 5271124804 2/2



TABEAU DE GARANTIES

Les garanties s'exercent à concurrence des montants suivants :

| Nature des garanties | Limites des garanties |
|---|-------------------------------------|
| Responsabilité Civile Exploitation / Après Livraison / Professionnelle | |
| Limite générale « Tous dommages corporels, matériels et immatériels » confondus <i>Sans pouvoir excéder pour :</i> | 5 000 000 € par année d'assurance |
| a) les dommages immatériels non consécutifs | 5 000 000 € par année d'assurance |
| b) les atteintes à l'environnement accidentelles sur sites des assurés non soumis à Autorisation ou Enregistrement | 2 500 000 € par année d'assurance |
| c) tous dommages corporels, matériels et immatériels aux Usa/Canada | 5 000 000 € par année d'assurance |
| sous-limités : c.1) Dommages immatériels aux USA CANADA | 1 000 000 € par année d'assurance |
| d) tous dommages causés par l'amiante et le plomb * | 2 500 000 € par année d'assurance * |

***Il précisé que cette garantie s'exerce également dans la limite des montants de garanties précités ou indiqués aux conditions particulières, en fonction de la nature des dommages.**

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2016 au 31/12/2016** inclus sous réserve du règlement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 10/12/2015
 Pour servir et valoir ce que de droit.

POUR L'ASSUREUR :


 COURTIER EN ASSURANCE
 Adresse postale :
 2, rue de Kerogan - CS 44012
 29335 QUIMPER cedex
 Tél : 02 98 41 41 10 Fax 02 98 209 242
 e-mail : c.les@le.fr - www.verlinguo.fr

ELEMENTS D'INFORMATION

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.